

courage, que nous avons pressenti le danger qui allait déferler sur le monde. Il était presque trop tard. Notre grande voisine du sud appréciait alors la situation en fonction de celle de 1914. On y croyait que l'Atlantique et le Pacifique constituaient une barrière dressée contre les hordes barbares. Lorsqu'on l'a traîtreusement attaqué à Pearl-Harbor, cependant, ce pays s'est vite aperçu qu'un petit coin perdu dans l'océan Pacifique, à des milliers de milles du continent des États-Unis, faisait partie intégrante du territoire américain. Les États-Unis se sont alors rangés immédiatement de notre côté, et c'est sans doute à cela que, dans une large mesure, nous devons la victoire. Comment ne pas se rendre compte aussi, depuis cette époque, que la grande république américaine et sa noble population ne veulent pas la guerre, que c'est la dernière chose qu'elles souhaitent?

Posons-nous et posons à toute la population la question suivante. Pourquoi le citoyen des États-Unis désirerait-il la guerre? Que peut-il attendre d'une autre guerre mondiale, alors que la bombe atomique menace son pays aussi bien que les autres? Que vaudrait à l'ensemble de la population des États-Unis un autre conflit mondial? Elle n'a absolument rien à gagner dans un tel conflit, mais beaucoup à perdre.

Ce sont là des considérations qui s'imposent dans une discussion de ce genre. La population des États-Unis ne manque pas d'enthousiasme envers le Pacte de l'Atlantique; elle sent au plus profond d'elle-même qu'il constitue actuellement la seule solution au problème de la paix et de la liberté. C'est que ce pacte n'est pas un pacte d'agression, mais un pacte de non-agression, un pacte de liberté, comme la *Saturday Night* l'exposait si bien dans son dernier numéro.

Quels seront les pays signataires? Le Canada en sera un. Je sais qu'il signera le Pacte avec l'appui, non seulement du Parlement, mais de chaque secteur de notre population. Le Canada souhaite-t-il la guerre? A-t-il quelque grief contre la population russe? Notre passé est sûrement garant du présent et de l'avenir. Nous avons dû combattre à côté de nos alliés en 1914 et en 1939. Mais à la fin des hostilités, nous n'avons pas voulu prendre l'attitude d'un usurier. Nous avons rejeté toute idée d'expansion territoriale. Nous avons fait la guerre de notre propre volonté sans aucun dessein d'en bénéficier au point de vue territorial ni géographique. Comme le disait si bien cet après-midi le chef de l'opposition, plus de cent mille jeunes Canadiens dorment maintenant de leur dernier sommeil en terre étrangère, c'est-à-dire étrangère au Canada. On les a

sacrifiés sur l'autel de la démocratie et de la liberté. Ils ont combattu parce qu'ils savaient qu'ils devaient combattre au nom de la nation canadienne pour défendre ce que nous portons de plus cher dans nos esprits et dans nos âmes.

En 1941, presque chaque soir pendant plusieurs mois, il y avait devant l'immeuble du Parlement un salut au drapeau et un changement de la garde. De jeunes soldats de nos trois armes défilaient devant l'immeuble du Parlement. Je ne manquais jamais d'étudier le visage de ces beaux jeunes hommes, ces adolescents à la fleur de l'âge. Or rien n'y indiquait la haine des Allemands ni de toute autre race. Ils n'étaient qu'à l'aurore de la vie. Ils voulaient simplement vivre, travailler et aimer. Toutefois, par suite de circonstances indépendantes de notre volonté, nous avons dû répondre à l'appel que nous ont adressé d'outre-mer la Grande-Bretagne, la France et nos alliés, pour la défense de la démocratie. Force nous a été de défendre leur sol, car nous nous trouvions ainsi à défendre le nôtre.

Je me suis alors demandé combien de ces jeunes gens si estimables, appartenant à d'excellentes familles, qui devaient partir quelques semaines ou quelques jours plus tard pour aller défendre en Europe ce que nous chérissions tant, demeureraient éternellement là-bas et combien nous reviendraient mutilés ou invalides? Si j'évoque ces souvenirs, c'est que je sais que tous nous nous rendons compte qu'aucun Canadien ne désirait la guerre. Le même principe s'applique avec tout autant de justesse aujourd'hui, qu'il y a quatre, cinq ou sept ans. Le Canada ne désirera jamais la guerre, mais il a conscience de son devoir implicite. Lorsque la démocratie, la liberté du culte et la liberté de parole sont menacées dans quelque partie du monde, nous devenons par le fait même les gardiens de nos frères et nous devons nécessairement prêter notre concours.

La France veut-elle la guerre? Certainement pas. Une étude impartiale de ce qu'a accompli la France héroïque de 1914 à 1918, démontre qu'elle a perdu pour ainsi dire une génération tout entière, cinq millions d'hommes qui dorment leur dernier sommeil dans le sol sacré de leur patrie. Après la première Grande Guerre, après le traité de Versailles, lorsqu'elle constata qu'on lui reprochait soudainement un manque de collaboration, lorsque les États-Unis et même la Grande-Bretagne lui retirèrent les promesses qu'ils lui avaient faites de se porter à son secours en cas de danger, la France commença de désespérer.

Puis en 1939, les nations qui lui avaient promis leur aide en cas de nécessité ne